

Décembre 2021

La société AFIRM vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année

VEILLE JURIDIQUE

Coronavirus et entreprises

Le protocole sanitaire pour les entreprises a été mis à jour le 8 décembre 2021 : les entreprises doivent mettre en place le télétravail au moins deux à trois jours par semaine quand c'est possible. Les moments de convivialité sont suspendus.

Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprises face à l'épidémie de Covid-19, 8 décembre 2021

De nouvelles valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives

Un arrêté qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 transpose la directive (UE) 2019/983 du 5 juin 2019 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail en indiquant les seuils d'exposition à certaines substances (Acide arsénique, 4-aminotoluène, Chlorométhane, 4,4'-méthylènebis, cadmium...).

Arrêté du 9 décembre 2021 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques

Règlement Général sur la Protection des Données : publication d'un guide sur le délégué à la protection des données

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) publie un guide pratique relatif au Délégué à la protection des données. Ce document doit servir d'aider à la désignation de ce DPO ainsi qu'à la bonne réalisation de ses missions.

Guide pratique RGPD, Délégués à la protection des données, 16 novembre 2021.

Aides aux contrats en alternance : un guide pratique à destination des employeurs

Le ministère du travail met à disposition des employeurs un guide pratique pour les aider à se repérer parmi les différentes aides à l'embauche d'un salarié en alternance. Ce guide pratique détaille pas à pas : les différentes aides accessibles, le rôle des différents acteurs, comment remplir le contrat, comment bien renseigner la DSN...

Guide pratique à destination des employeurs et des organismes de formation, Ministère du Travail, Octobre 2021

Report de la majoration tarifaire du taux de cotisation accidents du travail maladies professionnelles

Un décret reporte au 1^{er} janvier 2023 la date d'entrée en vigueur de la majoration forfaitaire du taux de cotisation accidents du travail - maladies professionnelles applicable aux établissements des entreprises dont l'effectif est compris entre 10 et 19 salariés, dès lors qu'ils enregistrent au moins un accident du travail avec arrêt par an pendant trois années consécutives.

Décret 2021-1615 du 9 décembre 2021 modifiant le décret 2017-337 du 14 mars 2017 modifiant les règles de tarification au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles du régime général

Parution du rapport annuel 2020-2021 sur l'état du sexisme en France

Dans ce rapport annuel 2020-2021, trois domaines ont été plus spécifiquement analysés par la commission « Lutte contre les stéréotypes et la répartition des rôles sociaux » du Haut Conseil à l'Egalité : les conséquences de la crise sanitaire sur les femmes, le sexisme en entreprise et les violences sexistes et sexuelles dans des secteurs variés. Ainsi, pour plus de 9 femmes sur 10, les inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes sont aujourd'hui encore très importantes. La majorité des femmes (52 %) jugent avoir été confrontées à des discriminations professionnelles liées au sexe : 37 % estiment ne pas avoir été augmentées ou primées et 31 % ne pas avoir été promues. Environ une collaboratrice sur deux estime avoir déjà entendu des propos remettant en cause les capacités managériales des femmes. Le HCE recommande que cette question de l'accompagnement des salarié·es dans la lutte contre le sexisme fasse l'objet d'actions délibérées, tant au niveau de l'État que des entreprises.

Rapport annuel 2020-2021 sur l'état du sexisme en France, Rapport n°2021-11-18 STER – 50, Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, 18 novembre 2021.

Les modalités de versement de l'aide inflation de 100€ sont déterminées

Le texte prévoit, selon la situation des bénéficiaires, les conditions d'éligibilité et les modalités de versement de l'aide exceptionnelle de 100 euros, l'organisme compétent et le calendrier de versement.

Décret 2021-1623 du 11 décembre 2021 relatif aux modalités de versement de l'aide exceptionnelle prévue à l'article 13 de la loi 2021-1549 du 1^{er} décembre 2021 de finances rectificative pour 2021

Modification de la rubrique ICPE 2445

La nomenclature des ICPE est modifiée pour la rubrique 2445 : les installations de transformation du papier ou carton avec une capacité de production de plus de 20 t/j sont désormais soumises au régime de l'enregistrement au lieu de l'autorisation. Un arrêté de prescriptions générales accompagne la création du régime de l'enregistrement pour cette rubrique.

Décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021 modifiant la nomenclature des ICPE et Arrêté du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 de la nomenclature des ICPE

Accompagnement des systèmes de management, évaluation des risques professionnels, actions de formation, communication et dialogue social, RSE...

AFIRM vous accompagne selon vos besoins. Contactez AFIRM.

ACCOMPAGNEMENT - FORMATION - INGENIERIE - RESSOURCE HUMAINE - MANAGEMENT DES RISQUES
SAS AFIRM - Capital 8000.00 € - RCS TOULON 451 327 829 Code APE : 7022Z

contact@afirm-conseil.fr - www.afirm-conseil.fr

PROVENCE MEDITERRANEE

372, Chemin du Val doux 83200 TOULON
Siret n° 451 327 829 00011

04 94 24 44 52

Auvergne Rhone Alpes

10, montée de CHANTEMULE – 43140 LA SEAUVE SUR SEMENE
Siret n° 451 327 829 00029

04 71 61 02 03